

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° IC-25-019

**actualisant le classement des installations
et modifiant les prescriptions techniques complémentaires**

**Société AIR FRANCE INDUSTRIES
à ROISSY-EN-FRANCE**

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret n° 2020-559 du 12 mai 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 16 septembre 2022 nommant Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juin 1989 autorisant la société AIR FRANCE à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées sur le territoire de la commune de ROISSY-EN-FRANCE - zone aéroportuaire de Roissy-Charles-de-Gaulle ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 13 mai 1998 autorisant la société AIR FRANCE INDUSTRIES à exploiter une installation d'entretien d'avions sur le territoire de la commune de ROISSY-EN-FRANCE - zone aéroportuaire de Roissy-Charles-de-Gaulle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-20-059 du 7 septembre 2020 modifiant les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 mai 1998 et actualisant le tableau de classement des installations ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 23-054 du 20 septembre 2023 donnant délégation de signature à Mme Laetitia CESARI-GIORDANI, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de Pontoise ;

Vu le courrier du 21 avril 2021 de la société AIR FRANCE INDUSTRIES relatif au tableau de positionnement concernant les rejets de substances dangereuses dans l'eau ;

Vu le courrier reçu le 25 juillet 2023 de la société AIR FRANCE INDUSTRIES déposant un dossier de cessation partielle d'activité concernant le hangar H4 (bâtiment 4440) ;

Vu le courrier du 15 décembre 2023 de la société AIR FRANCE INDUSTRIES transmettant un dossier de porter à connaissance relatif à la modification du centre de formation des pilotes (bâtiment 4701) ;

Vu le courrier du 15 juillet 2024 de la société AIR FRANCE INDUSTRIES adressant un dossier de porter à connaissance relatif à la modification d'un magasin ingrédients du hangar H1/2 et à la modernisation de la salle de lavage du bâtiment 4500 ;

Vu le courrier du 31 juillet 2024 adressé à la société AIR FRANCE INDUSTRIES par l'inspection des installations classées transmettant pour avis le projet d'arrêté préfectoral actualisant le classement des installations et imposant des prescriptions techniques applicables à son site ;

Vu le courriel du 27 septembre 2024 par lequel la société AIR FRANCE INDUSTRIES émet des observations sur le projet d'arrêté complémentaire qui lui a été adressé par courriel du 31 juillet 2024 précité, observations dont il a été tenu compte ;

Vu le rapport du 2 octobre 2024 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT) – unité départementale du Val-d'Oise ;

Considérant qu'au regard des éléments d'appréciation présentés par la société AIR FRANCE INDUSTRIES, les modifications présentées sont jugées notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, suite aux modifications apportées, d'une part, à la nomenclature des installations classées par le décret n° 2020-559 du 12 mai 2020 susvisé, notamment à la rubrique 2930 - Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur et, d'autre part, aux installations présentes sur le site, de mettre à jour le tableau de classement des activités de établissement ;

Considérant qu'il convient d'actualiser les valeurs limites d'émissions et les fréquences de surveillance des rejets aqueux conformément à minima aux exigences de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) n'est pas requis ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La liste des installations classées exploitées par la société AIR FRANCE INDUSTRIES à ROISSY-EN-FRANCE figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 septembre 2020 susvisé et à l'article 1.2.1 des prescriptions techniques annexées à ce même arrêté préfectoral est abrogée et est remplacée par la liste ci-dessous :

Rubrique Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2931-2	A	Ateliers d'essais sur banc de moteurs à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion : 2. Lorsque la poussée totale des moteurs et des turbines est supérieure à 1,5 kN et que l'activité n'est pas classée au titre du 1.	Bancs d'essai réacteurs : Bât 4408 : Poussée BER= 185 kN Bât 4414 : Poussée BER= 570 kN	755 kN
2930-1-a	E	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant : a) Supérieure à 5 000 m ²	Ateliers de maintenance : Bât 4200 : 20 000 m ² (H2) Bât 4400 : 42 000 m ² (H1) Bât 4420 : 12 600m ² (H3) Bât 4501 : 4 500 m ² Bât 4220 : 19 340 m ² (H6)	Surface globale d'ateliers de 98 440 m ²
2563-1	E	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface. La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 1. Supérieure à 7 500 l	Activité avec un volume de produits : Bât 4500 : 3 bains actifs de 4 400 l Bât 4600 : Machine à laver les trains de 1 000l - Machine à laver les jantes de trains de 500 l - Machine à laver les roulements de jantes de 500 l - Machine à laver les boulons de 600 l - Machine à laver les grandes jantes de 1700 l	Volume global de produits mis en œuvre : 17 500 l
1185-2-a	DC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 [...] 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Équipements frigorifiques : Bât 4203 : 334,59 kg Bât 4204 : 14,65 kg Bât 4206 : 23 kg Bât 4220 : 327,1 kg Bât 4400 : 27,62 kg Bât 4407 : 23,8 kg Bât 4408 : 54 kg Bât 4410 : 9 kg Bât 4414 : 197,54 kg Bât 4420 : 10 kg Bât 4500 : 49,4 kg Bât 4501 : 3,7 kg Bât 4503 : 201,6 kg Bât 4504 : 34 kg Bât 4701 : 248,9 kg Bât 4702 : 216 kg Bât 4704 : 122,7 kg	Quantité totale de fluides frigorifiques : 1897,6 kg
1978-5	D	Solvants organiques [...] 5. Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 2 t/ an	Total sur le site : 18 tonnes par an	18 t/an
1978-8	D	Solvants organiques [...] 8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/ an	Total sur le site : 6 tonnes par an	6 t/an

Rubrique Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2575	D	Emploi de matières abrasives [...] La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW	Bât 4702 : 74 kW	74 kW
2910-A-2	DC	Combustion [...] A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, [...] du fioul domestique, [...] si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Puissance des unités de combustion : Bât 4400 : 362,4 kW (Fixe extérieur coté piste) Bât 4225 : 549,1 kW Bât 4601 : 395,3 kW (Mobile) Bât 4601 : 439,2 kW (Mobile) Bât 4601 : 219,6 kW (Mobile) Bât 4601 : 1 200 kW (Fixe) Bât 4601 : 395,3 kW (Mobile) Bât 4601 : 549,1 kW (Fixe extérieur) Bât 4701 : 1 500 kW (Fixe extérieur) Bât 4702 : 1 440 kW (Fixe)	7 MW
2925-1	D	Ateliers de charge d'accumulateurs 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Puissance de charge : Bât 4200 : 9,8 kW Bât 4201 : 21,2 kW Bât 4203 : 50,0 kW Bât 4204 : 2,8 kW Bât 4220 : 3,4 kW Bât 4225 : 27,6 kW Bât 4400 : 97,7 kW Bât 4410 : 46,8 kW Bât 4414 : 2,7 kW Bât 4420 : 8,3 kW Bât 4500 : 9,3 kW Bât 4501 : 90,4 kW Bât 4502 : 7,4 kW Bât 4600 : 25,5 kW Bât 4601 : 8,3 kW Bât 4701 : 383 kW Bât 4702 : 32,5 kW	Puissance de charge totale sur site de 826,7 kW
2940-2-b	DC	Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j	Bâtiment 4702 : 14 kg/jour	14 kg/j
4725-2	D	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7) La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	Stockage d'oxygène : Bât 4206 : 8,7 tonnes Bât 4200 : 0,11 tonnes Bât 4701 : 0,11 tonnes	Quantité totale de 8,8 tonnes
4734-1-C	DC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	Cuves enterrées de kérosène, gasoil, FOD - Bât 4403-4408 : 2 x 80 m³ de kérosène - Bât 4414 : 2 x 80 m³ de kérosène - Bât 4601 : 2 x 30 m³ de FOD - Bât 4701 : 15 m³ de gazole - Bât 4702 : 20 m³ de FOD - Bât 4502 : 30 m³ déchets hydrocarburés	Volume de produits pétroliers : 445 m³ soit une quantité de produits pétroliers de 378,25 t

Article 2 : Le tableau relatif aux rejets d'eaux industrielles du site et au point de rejet RU09 de l'article 4.3.9 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2020 susvisé est remplacé par le tableau ci-dessous :

Paramètres RU09	VLE en concentration (mg/l)	VLE en flux (kg/j)	Fréquence de mesure
Débit journalier	300	/	Trimestrielle
pH	Entre 6,5 et 8,5	/	Trimestrielle
T°	30 °C	/	Trimestrielle
MES	600	144	Hebdomadaire
DCO	2000	480	Hebdomadaire
DBO ₅	800	192	Hebdomadaire
Azote global	150	36	Annuelle
Phosphore	50	12	Annuelle
Hydrocarbures totaux	10	3	Trimestrielle
Indice phénols	0,3	0,07	Annuelle
AOX	0,5 (ADP)	-	Annuelle
Chlorure	500 (ADP)	-	Annuelle
Sulfate	400 (ADP)	-	Annuelle
Arsenic	0,025	-	Annuelle
Chrome VI	0,05	0,01	Annuelle
Chrome total	0,1	0,04	Annuelle
Cuivre	0,15	0,06	Trimestrielle
Nickel	0,2	0,08	Annuelle
Fer + Alu	2,5	1	Trimestrielle
Zinc	0,8	0,32	Annuelle
Cadmium	0,025	0,01	Annuelle
Somme des métaux	10	2,4	Annuelle

Le tableau relatif aux rejets d'eaux industrielles du site et au point de rejet 4710 de l'article 4.3.9 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2020 susvisé est remplacé par le tableau ci-dessous :

Paramètres 4710	VLE en concentration (mg/l)	VLE en flux (kg/j)	Fréquence de mesure
Débit journalier	50 m ³	/	hebdomadaire
pH	Entre 6,5 et 8,5	/	hebdomadaire
T°	30 °C	/	hebdomadaire
MES	600	20	hebdomadaire
DCO	2000	60	hebdomadaire
DBO ₅	800	20	Trimestrielle
Azote	150	6	Trimestrielle
Phosphore	50	2	Annuelle
Indice phénols	0,3	0,012	Trimestrielle
Hydrocarbures totaux	10	0,4	hebdomadaire
Chrome VI	0,05	0,0025	Annuelle
Chrome	0,1	0,005	Annuelle

Paramètres 4710	VLE en concentration (mg/l)	VLE en flux (kg/j)	Fréquence de mesure
Cadmium	0,025	0,00125	Trimestrielle
Nickel	0,2	0,01	Annuelle
Cuivre	0,15	0,0075	Annuelle
Zinc	0,8	0,04	Trimestrielle
Fer + Alu	2,5	0,125	hebdomadaire
Métaux totaux	10	0,4	Annuelle

Article 3 : Le tableau relatif aux rejets d'eaux pluviales du site et au point de rejet CR46 de l'article 4.3.10 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral est remplacé par le tableau ci-dessous :

Paramètres CR46	VLE en concentration (mg/l)	Fréquence de mesure
Débit journalier	/	Annuelle
pH	Entre 6,5 et 8,5	
T°	30 °C	
MES	50	
DCO	125	
DBO5	30	
Azote	30	
Phosphore	10	
Indice phénols	0,1	
Hydrocarbures totaux	1	
Ethylène glycol	5 (convention avec ADP)	
Propylène glycol	5 (convention avec ADP)	
Zinc	0,8 mg/l	Trimestrielle

Article 4 : En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 5 : Conformément aux dispositions du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de ROISSY-EN-FRANCE et peut y être consultée ;

- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de ROISSY-EN-FRANCE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Val-d'Oise ;

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimum de quatre mois.

Article 6 : Conformément aux dispositions des articles R. 181-50 et R. 181-51 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal administratif sis 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 –95027 – CERGY-PONTOISE Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;

- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de ce même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 7 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de ROISSY-EN-FRANCE sont chargés, chacun en qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le

14 FEV. 2025

Le préfet,



Philippe COURT